

La promesse scolaire en question

Ce que les Français attendent encore de l'école

Août 2026

FL / AV N° 122694

Contacts Ifop :

François Legrand / Alexandre Vassas

Département Opinion et Stratégies d'Entreprise

Sommaire

01.	La méthodologie	3
02.	Les résultats de l'étude	5
03.	Les principaux enseignements	12



01

Méthodologie

Méthodologie

Echantillon

L'enquête a été menée auprès d'un échantillon de **1000** personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus

Méthodologie

La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas (sexe, âge, profession de l'interview(é)) après stratification par région et catégorie d'agglomération.

Mode de recueil

Les interviews ont été réalisées par questionnaire auto-administré en ligne du **29 au 30 juillet 2026**



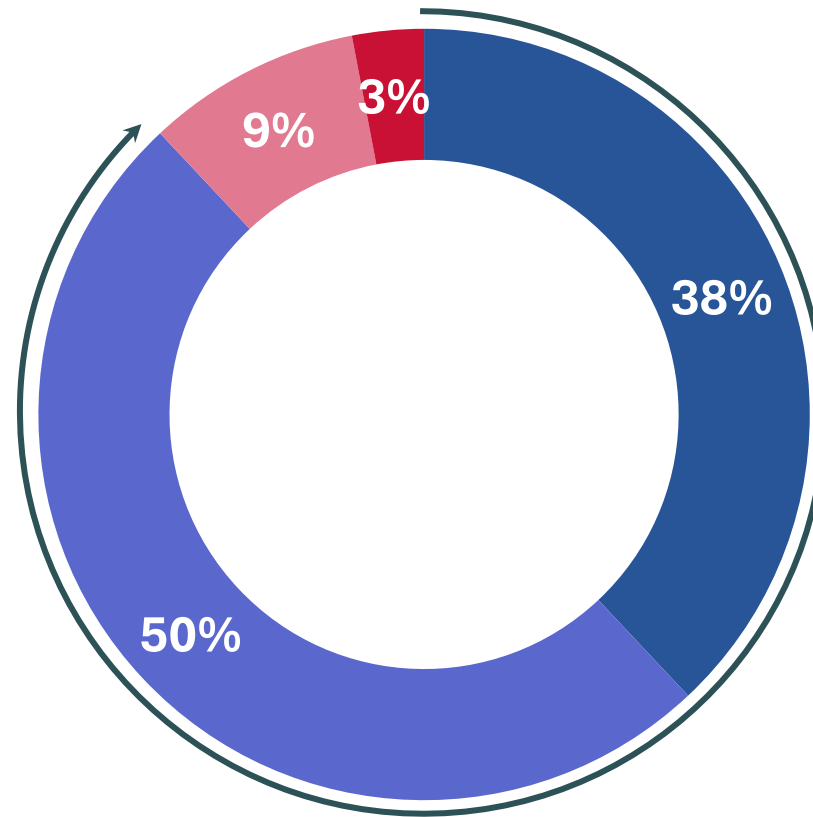
02

Les résultats de l'étude

L'Éducation, grande cause consensuelle : 9 Français sur 10 considèrent que c'est un chantier prioritaire pour le futur exécutif, dont plus d'un tiers tout à fait...

Question : Selon vous, l'Éducation doit-elle être l'un des chantiers prioritaires pour le/la futur(e) Président(e) de la République ?

■ Oui, tout à fait ■ Oui, plutôt ■ Non, plutôt pas ■ Non, pas du tout ■ Je ne sais pas



88%

des Français disent que
l'Education doit être l'un des
chantiers prioritaires

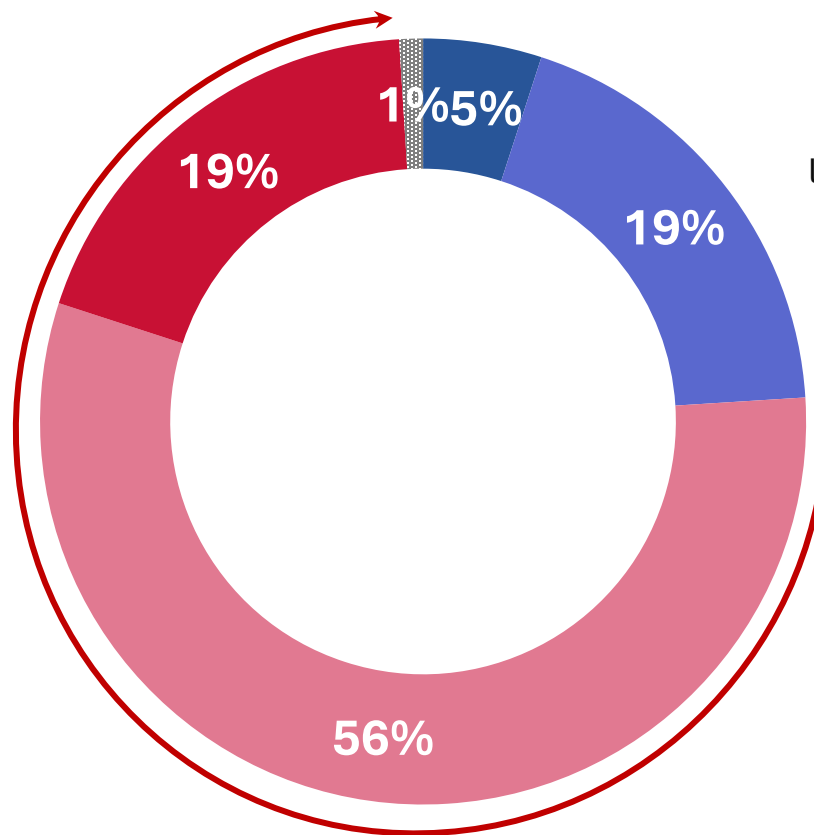
...et les 3/4 d'entre eux considèrent que les enjeux liés à l'éducation ne sont pas suffisamment présents et valorisés dans le débat public

Question : Selon vous, les enjeux liés à l'Éducation sont-ils aujourd'hui suffisamment présents et valorisés dans le débat public ?

■ Oui, tout à fait ■ Oui, plutôt ■ Non, plutôt pas ■ Non, pas du tout ■ Je ne sais pas

75%
des Français pensent que les
enjeux liés à l'Éducation **ne sont
pas suffisamment présents et
valorisés** dans le débat public

65 ans et plus : 84%



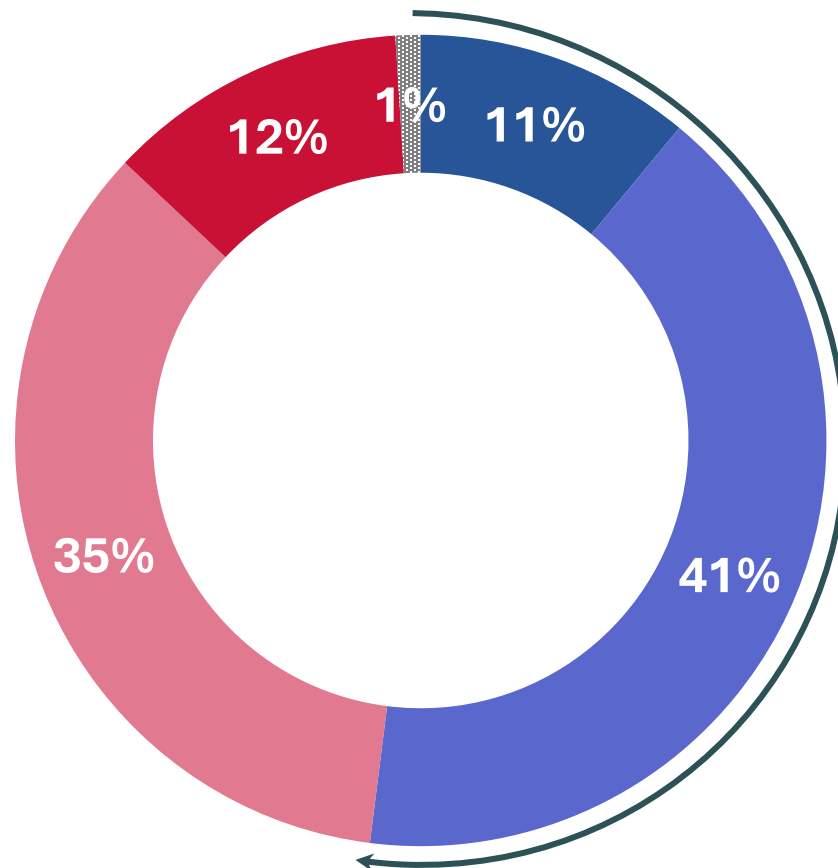
24% pensent que les enjeux liés à
l'Éducation sont suffisamment présents
et valorisés dans le débat public

Moins de 35 ans : 38%
Dont 18-24 ans : 51%
A des enfants scolarisés en école primaire : 36%

L'égalité des chances par l'école : une très courte majorité de Français pense qu'elle est toujours possible, mais un sur 10 à peine le croit tout à fait

Question : Diriez-vous que l'école rend encore l'égalité des chances possible ?

■ Oui, tout à fait ■ Oui, plutôt ■ Non, plutôt pas ■ Non, pas du tout ■ Je ne sais pas



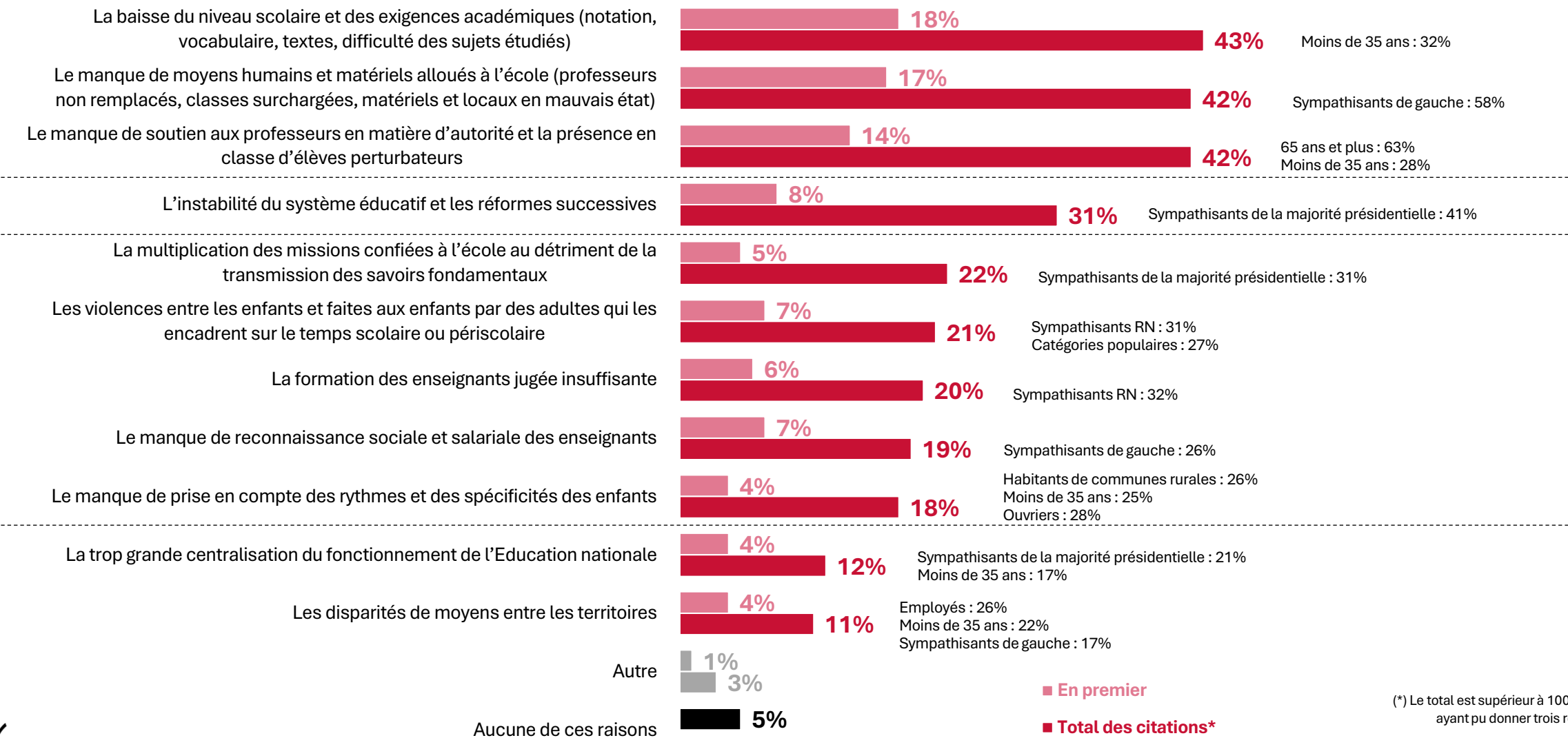
52%

des Français pensent que l'école rend encore l'égalité des chances possible

Moins de 35 ans : 60%

Niveau scolaire, moyens humains et matériels, autorité : trois causes sont citées par 4 Français sur 10 pour expliquer la perte de confiance. L'instabilité et les reformes successives sont aussi citées par près d'un tiers des Français.

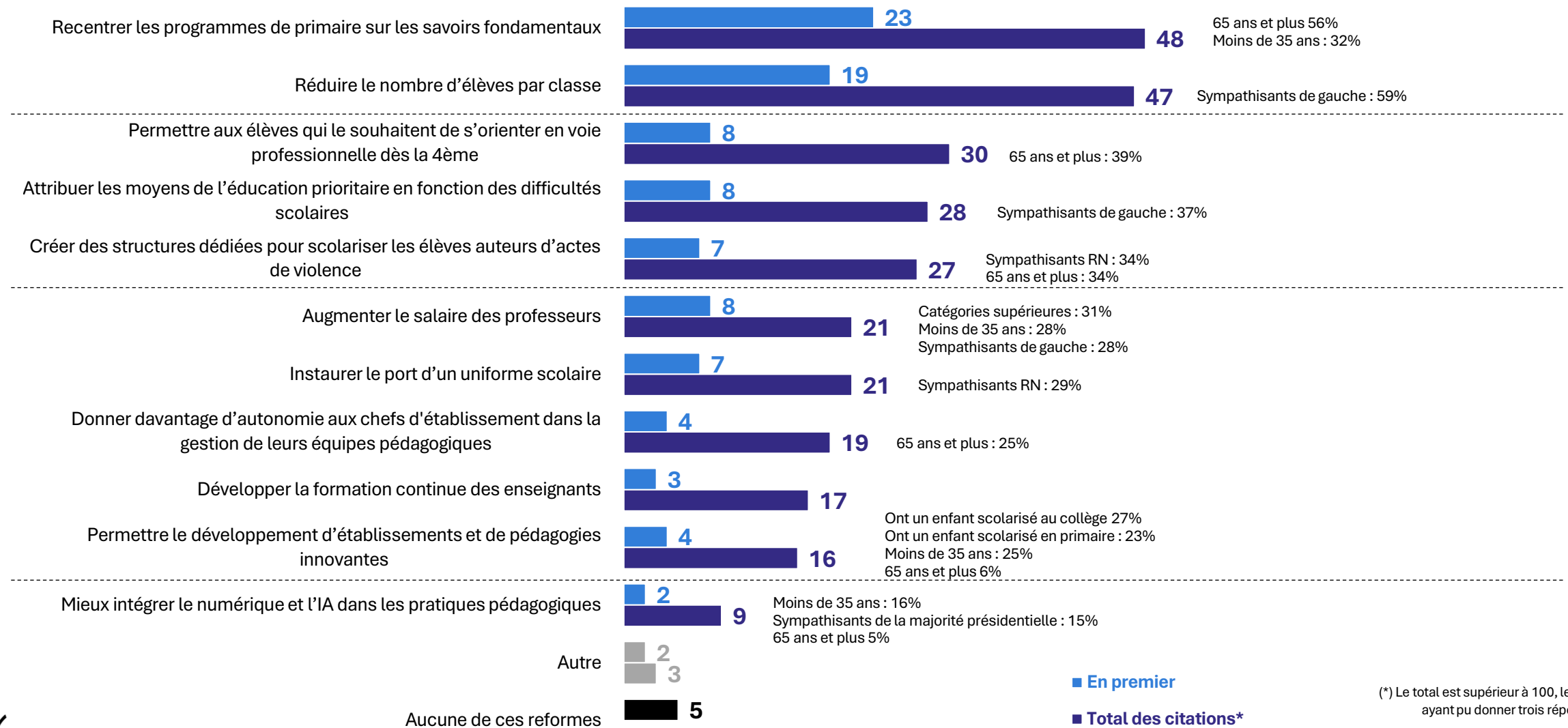
Question : À votre avis, quelles-sont les causes de la perte de confiance dans le système éducatif aujourd'hui ? En premier ? En deuxième ? En troisième ?



(*) Le total est supérieur à 100, les interviewés ayant pu donner trois réponses.

Deux réformes rassemblent la moitié des Français : recentrer les programmes de primaire sur les savoirs fondamentaux et réduire le nombre d'élèves par classe. On remarque toutefois un net clivage générationnel.

Question : Selon vous, quelles sont les réformes prioritaires qui doivent être mises en place par le/la futur.e Président.e de la République ? En premier ? En deuxième ? En troisième ?

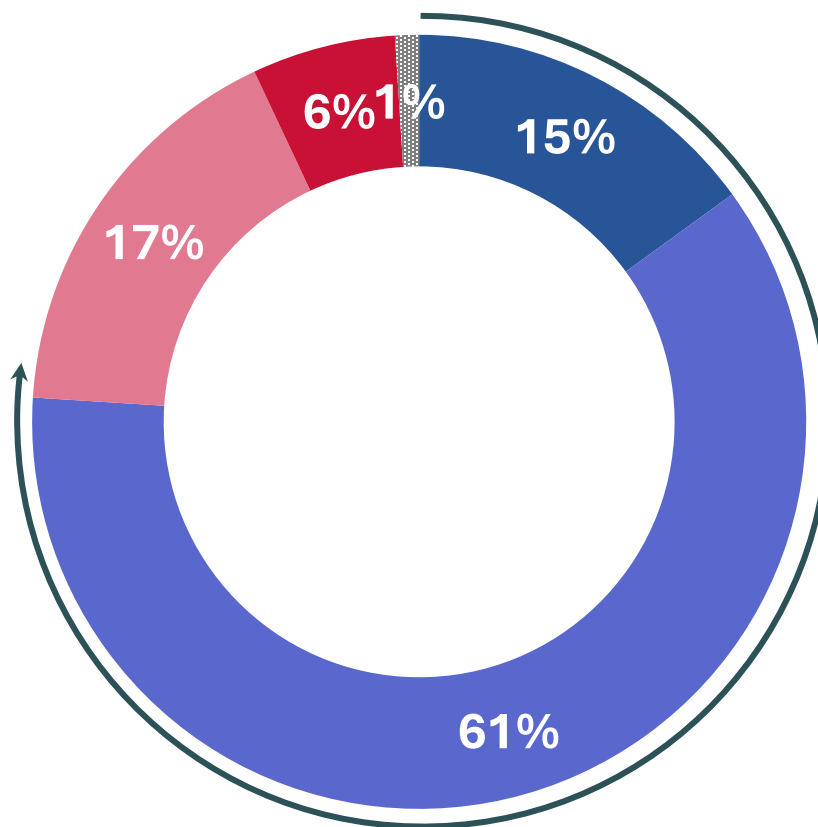


(*) Le total est supérieur à 100, les interviewés ayant pu donner trois réponses.

Les trois quarts des Français seraient prêts à ce que les moyens de l'éducation prioritaire soient réorientés vers les établissements confrontés aux plus grandes difficultés scolaires, au-delà des QPV

Question : Etes-vous favorable à ce que les moyens de l'éducation prioritaire ne soient plus orientés en particulier vers les Quartiers de la Politique de la Ville mais affectés aux établissements confrontés aux plus grandes difficultés scolaires ?

■ Oui, tout à fait favorable ■ Oui, plutôt favorable ■ Non, plutôt défavorable ■ Non, tout à fait défavorable ■ Je ne sais pas



76%

des Français sont favorables à ce que les moyens de l'éducation prioritaire soit réorientés



03

Les principaux enseignements

Principaux enseignements

- **L'éducation est un sujet dont l'importance fait consensus, mais qu'on juge absent du débat.** 88% des Français, dont 38% « tout à fait », veulent en faire l'un des chantiers prioritaires du ou de la future Président.e. Mais les trois quarts (75%) jugent que les enjeux liés à l'éducation ne sont pas suffisamment présents et valorisés dans le débat public. Notons qu'ils sont 2/3 des moins de 35 ans (62%) à le penser, mais 84% des 65 ans et plus.
- **L'égalité des chances par l'école est encore un pari majoritaire**, 52% des Français pensent que l'école la permet toujours quand 47% pensent que non. Surtout, les convictions fermes s'équilibrent, seul 11% considèrent « tout à fait » que l'école rend encore l'égalité des chances possible face à 12% qui considèrent que l'école ne la permet « pas du tout », les opinions sur ce sujet sont donc peu ancrées et sont susceptibles de basculer au fil de l'actualité. Enfin, 60% des moins de 35 ans pensent encore que l'école permet l'égalité des chances, contre 47% des 65 ans et plus, comme si la distance au système scolaire nourrissait le pessimisme.
- **Trois causes concentrent la perte de confiance dans le système scolaire** : la baisse du niveau scolaire et des exigences académiques (43%), le manque de moyens humains et matériels alloués à l'école (42%) et le manque de soutien aux professeurs en matière d'autorité et la présence d'élèves perturbateurs (42%). Suivent l'instabilité créée par les réformes successives (31%), puis, autour d'un Français sur cinq, la multiplication des missions confiées à l'école, les violences entre les enfants et faites aux enfants, la formation des enseignants et le manque de reconnaissance sociale et salariale des enseignants. **En somme les Français souscrivent au récit de l'école empêchée : des missions qui s'empilent, des réorganisations permanentes, des enseignants qui sont laissés seuls, peu formés, avec peu de moyens et mal valorisés ; et ces facteurs multiples empêchent l'école de remplir efficacement ses missions ce qui est la principale source de défiance.** Un système qui manque de ressources, plus que mal conçu : les rythmes scolaires (18%), la trop grande centralisation (12%) et les disparités territoriales (11%) ferment le classement, et ce y compris en zone rurale. On retrouve aussi le clivage générationnel : si les plus âgés sont plus prompts à déplorer un manque d'autorité (63% des 65 ans et plus/28% des moins de 35 ans), les plus jeunes pointent plus facilement le manque de moyen (48% contre 39% chez les 65 ans et plus) et un peu moins la baisse du niveau scolaire (32% contre 48%).
- **Deux réformes sont attendues par près de la moitié des Français : recentrer les programmes de primaire sur les savoirs fondamentaux (48%) et réduire le nombre d'élèves par classe (47%).** Mais ce ne sont pas les mêmes Français qui portent ces deux projets, le recentrage sur les fondamentaux est porté par les 65 ans et plus (56%) et les sympathisants de Droite (62%), nettement moins par les moins de 35 ans (32%) et les sympathisants de Gauche (41%). La réduction des effectifs par classe est, elle, plus un marqueur de gauche (59%). Les seniors se distinguent aussi par un intérêt plus marqué pour l'orientation professionnelle dès la 4e (39%), la création de structures dédiées aux élèves auteurs de violences (34%) et l'autonomie donnée aux chefs d'établissement (25%). À l'inverse, les moins de 35 ans portent une demande de transformation et de moyens : ils sont quatre fois plus nombreux à réclamer le développement d'établissements et de pédagogies innovantes (25% contre 6% des 65 ans et plus), trois fois plus sur l'intégration du numérique et de l'IA (16% contre 5%), et ils sont également davantage sur l'augmentation du salaire des professeurs (28% contre 21% en moyenne). **Pour grossir le trait : restaurer l'école d'avant pour les seniors, la moderniser pour les jeunes.**
- Si « attribuer les moyens de l'éducation prioritaire en fonction des difficultés scolaires » arrivait 4ème réforme prioritaire avec 28%, **ce serait finalement 76% des Français qui sont favorables à ce que les moyens de l'éducation prioritaire ne soient plus orientés en particulier vers les QPV mais affectés aux établissements confrontés aux plus grandes difficultés scolaires.** Toutefois les opinions fermes, « oui tout à fait favorable » sont à 15%, un socle à préciser et à consolider avec la présentation du projet.



Everything starts with people